

également convaincus de sa véracité. Certains collègues du FPR, sans tout reprendre à leur compte, se sont cependant exprimés à diverses reprises, en conseil des ministres, sur l'existence d'exactions commises par des militaires du FPR. Seth Sendashonga lui-même, le ministre de l'Intérieur, membre du FPR, l'a fait. En vain.

Que leur a répondu le général Paul Kagamé, ministre de la Défense et vice-président ?

Toujours la même chose : « Le gouvernement n'a nullement la volonté politique d'exterminer les Hutus. Je sais que des massacres ont eu lieu. Ils sont le fait d'individus isolés. Les criminels ont

once

été arrêtés. » Mais depuis la formation du gouvernement, en juillet, le nombre de militaires prétendument arrêtés (70 ou 80 personnes) n'a jamais varié...

Que se passe-t-il à l'intérieur du pays ?

Le FPR mène une politique délibérée de colonisation des terres, à l'Est et au Nord. Dans le Mutara, des centaines de milliers de Rwandais venant d'Ouganda se sont réinstallés. C'est leur droit. En revanche, ils ne peuvent pas s'établir de façon anarchique sur les terres des autochtones ! Au Sud-Est, même phénomène : entre Kibongo et Butare, tout au long de la frontière avec le Burundi, sur une profondeur d'environ 50 km, les populations indigènes ont fui ou ont été massacrées. A leur place, on a installé des Tutsis du Burundi. Des milices ont même été constituées : un préfet l'a reconnu dans un discours officiel. Il s'est même félicité de leur bonne organisation !

Si les réfugiés du Zaïre et de Tanzanie rentrent chez eux, ce problème éclatera au grand jour. Voilà pourquoi le gouvernement ne fait rien pour accélérer leur retour.

Quelle est la situation à Kigali ?

Certains réfugiés, hutus ou tutsis, ont voulu rentrer. Mais pour aller où ? Plus de 200 000 Rwandais d'Ouganda se sont installés entre-temps. C'est leur droit de revenir. Je comprends même qu'ils s'installent dans les maisons vides. Mais le gouvernement doit faire respecter la loi : le droit du propriétaire passe avant celui du squatter. Or les autorités gesticulent, promettent... et ne font rien. Aujourd'hui



encore, 90 % des habitations de la capitale sont squattées ! Ma propre maison est occupée par des militaires. Quand j'ai quitté Kigali, le 3 octobre, je n'étais pas encore parvenu à la faire libérer. Et j'étais ministre ! Alors imaginez un pauvre ouvrier, surtout s'il est hutu...

Dans un pays surpeuplé comme le Rwanda, ce problème de propriété est fondamental et peut engendrer des situations conflictuelles insurmontables. Presque tous les Rwandais sont agriculteurs : comment voulez-vous qu'ils

Jean-Marie Vianney Ndagijimana est toujours, officiellement, ministre des Affaires étrangères. Mais il est réfugié en France depuis le 10 octobre.

rentrent s'ils savent qu'ils n'ont plus de terres ?

La sécurité des Hutus qui rentrent à Kigali est-elle assurée ?

Absolument pas. Des milliers de personnes croupissent aujourd'hui en prison parce qu'elles ont réclamé leur maison, leur terre, où qu'un voisin les a dénoncés pour pouvoir conserver leurs biens.

N'emprisonne-t-on que les Hutus ?

Non. C'est également le cas de quelques Tutsis. Un conflit grandissant oppose les Tutsis du Rwanda à ceux qui sont rentrés d'exil en Ouganda ou au Burundi. Les premiers sont considérés par les seconds comme des collaborateurs ! C'est une situation absurde : vous échappez à un massacre et, de ce fait, on vous considère comme un traître !

Quelles sont les relations entre « Ougandais » et « Burundais » ?

Le « clan des Burundais » est bien plus virulent. Ils font un amalgame terrible : tout Hutu est un massacreur. Ils sont souvent dans les affaires et investissent peu à peu l'armée et l'administration. Les « Ougandais », eux, sont dans l'armée, les hautes sphères militaires. A plusieurs reprises, en conseil des ministres, le général Kagamé lui-même a dénoncé les exactions des « Burundais » : occupation de maisons, lynchages... Dans certaines régions, Kibungo par exemple, ils se sont d'ailleurs constitués en milices.

Quels sont les rapports de force au sein du gouvernement ?

L'équipe gouvernementale a été mise en place le 19 juillet. Très vite, des divergences sont apparues. En août par exemple, une petite guerre a opposé Kagamé, Bizimungu et Twagiramungu à propos de la date des futures élections. Kagamé souhaitait observer un délai de cinq ans, Twagiramungu voulait respecter les accords d'Arusha et limiter ce délai à 22 mois. Finalement, le dossier a été enterré...

Deuxième divergence : la mise en place, urgente de mon point de vue, de l'Assemblée nationale, telle qu'elle a été déterminée à Arusha, c'est-à-dire avec un nombre de sièges défini pour chaque parti. Le FPR et Faustin Twagiramungu ne veulent pas de cette Assemblée, qui contrôlerait le gouvernement... De report en report, elle n'existe toujours pas.

Le chef de l'Etat, Pasteur Bizimungu, et le Premier ministre ne sont-ils que des cautions du régime ?

Le président Bizimungu a quitté ses fonctions en 1990, alors qu'il dirigeait la plus grande entreprise du pays, Electrogaz, et a pris la décision de s'exiler parce qu'il était en désaccord avec la politique de Habyarimana. C'était très courageux de sa part. Il a négocié pour le FPR les accords d'Arusha. Il présente

pour son parti l'avantage d'être Hutu, d'être originaire de la région de l'ex-président et de ne pas être militaire. On le ménage donc.

Mais je ne l'imagine pas s'opposer à Kagamé, d'autant que, pour l'essentiel, ils sont d'accord. Sur la question ethnique cependant, on sent une différence d'approche : Bizimungu ne cesse de répéter que tous les Hutus ne sont pas des massacreurs et que tous les Tutsis ne sont pas des victimes des massacres, puisqu'il y avait des Tutsis parmi les hommes d'Habyarimana. Malheureusement, il n'a pas les cou-dees franches, parce qu'il ne dispose pas de la force militaire et qu'il est largement dépendant de son parti.

Qu'en est-il de Faustin Twagiramungu ?

Il est moins excusable que Bizimungu dans la mesure où il n'est pas membre du FPR. Le MDR a lutté contre la dictature, contre le racisme. Des milliers de nos militants, tutsis ou hutus, ont été massacrés par les milices interahamwe. C'est trahir nos morts que de taire aujourd'hui ce qui se passe. Le Premier ministre a le devoir de dire non aux massacres de Hutus innocents, aux emprisonnements arbitraires.

Lui avez-vous demandé de le faire ?

Naturellement, et je ne suis pas le seul. Plusieurs de mes collègues l'ont fait, en aparté, puisque nous habitons le même hôtel et mangeons à la même table, midi et soir. Mais il semble qu'il n'ait pas apprécié nos remarques. Je sais que Twagiramungu subit des pressions énormes de la part du FPR, mais après tout, il a une dette envers la population rwandaise. Qu'il se débarrasse de cette terreur qui le paralyse, et qu'il parle !

Vous parlez de « terreur ». Voulez-vous dire que le Premier ministre craint pour sa sécurité ?

Ecoutez, lorsqu'un Premier ministre dit, en réponse à nos exhortations : « Mais qui va s'occuper de mes enfants quand je serais mort ? » le doute n'est pas vraiment permis... Cette phrase revient souvent dans sa bouche. Il a peur.

Les ministres qui n'appartiennent pas au FPR sont-ils marginalisés ?

Pour ce qui concerne le ministère des Affaires étrangères, il est évident que le FPR veut en garder le contrôle, et qu'il a tout fait pour me marginaliser. Les négociations de Goma et de Tanzanie sur la question des réfugiés ont été gérées par le ministre de l'Intérieur, Seth Sendashonga. Je n'y ai pris part à aucun moment. Pour la mise en place des nouveaux

« Le Premier ministre subit d'énormes pressions de la part du FPR. Il a peur. »



Jean-Marie Vianney Ndagijimana (au second plan, à g.), lors d'une visite à Jeune Afrique, en juillet dernier, en compagnie du Premier ministre Faustin Twagiramungu. A gauche, notre collaborateur Hamza Kaidi.